

# Avant-propos

La transition énergétique occupe une place croissante dans le débat public. Les fortes hausses des prix du gaz et de l'électricité observées en 2021 et 2022, ainsi que la crise énergétique de 2026, ont mis en lumière la dépendance de l'économie française aux énergies fossiles, largement importées et fortement émettrices de gaz à effet de serre, ainsi que les enjeux liés à la production électrique nationale. Dans un contexte d'inflation généralisée, ces évolutions ont affecté le pouvoir d'achat des ménages, notamment pour le chauffage et les déplacements, et ont également pesé sur l'activité des entreprises, après une période déjà marquée par la crise sanitaire.

Afin d'en atténuer les effets à court terme, des dispositifs publics ont été mis en œuvre, en particulier un bouclier tarifaire sur l'électricité, principalement à destination des ménages. Parallèlement, le recours aux aides à la rénovation énergétique des logements s'est accru. Le niveau durablement élevé des prix de l'énergie constitue désormais un facteur incitant à la maîtrise des consommations énergétiques, à travers des comportements de sobriété et la réalisation de travaux visant à améliorer la performance énergétique des logements.

Le secteur résidentiel occupe une place centrale dans ces enjeux. En Île-de-France, il représente, avec le secteur tertiaire, le premier poste de consommation d'énergie et contribue de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre. Le parc de logements francilien, le plus important de France en nombre de logements, se caractérise par une utilisation majoritaire d'énergies fossiles, comme le gaz naturel, pour le chauffage et l'eau chaude. Le chauffage au bois, moins répandu dans la région, contribue toutefois aux émissions de particules fines, notamment en période hivernale. La décarbonation du parc résidentiel et l'amélioration de la performance énergétique des logements constituent ainsi des leviers importants de la transition énergétique en Île-de-France, qui doivent être mobilisés en tenant compte de l'adaptation des logements à l'augmentation des vagues de chaleur subies par la France face au changement climatique.

Réalisé, en partenariat, par la direction régionale de l'Insee et la direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement, ce dossier propose un éclairage sur les facteurs sociaux et les caractéristiques du bâti associés aux situations de vulnérabilité énergétique des ménages franciliens. Il s'appuie sur un dispositif national de données permettant d'identifier les ménages consacrant une part élevée de leur revenu disponible aux dépenses énergétiques liées au logement, à partir d'un croisement de sources relatives aux revenus des ménages, aux consommations énergétiques et aux prix de l'énergie.

Ce dossier analyse également les effets potentiels d'une évolution des prix de l'énergie ou, à l'inverse, d'une amélioration de l'efficacité énergétique des logements sur le nombre de ménages en situation de vulnérabilité énergétique. Il vise ainsi à contribuer à l'éclairage des diagnostics territoriaux et à l'élaboration des politiques publiques en matière de transition énergétique.

**La Directrice régionale  
de l'Insee Île-de-France**  
Isabelle Kabla-Langlois

**Le Directeur  
de la Drihl**  
Laurent Bresson